



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FRANCE RELANCE

Cahors, le 2 juillet 2021

Dix-huit conseillers numériques pour le Lot

Après les sept premiers conseillers numériques affectés en avril à quatre structures publiques, l'Agence nationale de la cohésion des territoires a affecté 11 conseillers supplémentaires pour les structures du Lot.

Financés par France Relance à hauteur de 50 000 € pour les structures publiques, et entre 32 000 € et 40 000 € selon la durée du contrat de travail pour les structures privées, **ces conseillers permettront de rapprocher le numérique du quotidien des Français, en proposant une solution d'accompagnement au numérique dans l'ensemble du territoire national.**

Pour réduire la « fracture numérique » qui concerne 13 millions de Français, des « Conseillers numériques » seront formés et déployés au sein des collectivités territoriales, des entreprises de l'économie sociale et solidaire et des associations, pour :

- soutenir les Français dans leurs usages quotidiens du numérique : travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
- sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;
- rendre autonome pour réaliser des démarches administratives en ligne seul.

Les nouveaux conseillers numériques lotois seront affectés à l'Office du tourisme de la vallée de la Dordogne, la communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble, la Chambre d'agriculture du Lot (2 conseillers), l'association REGAIN-Figeac, l'association Entraide de Vayrac, le tiers lieu dédié à l'économie sociale et solidaire de Labastide-Marnhac, le centre technico-social cadurcien, le Secours populaire français, la Locollective et l'association RERTR.

Au total, ce sont donc 18 conseillers numériques qui ont été affectés dans le Lot pour un montant total de 798 000 €.

Pôle de la communication
interministérielle de l'État